

Augustin DOKOLO

**TELEMA
CONGO**

De cette édition ont été tirés à part trente-deux volumes numérotés de I à XXXII et dont le I a été offert en hommage d'auteur à Son Excellence Joseph Désiré Mobutu, Président de la République du Congo.

AVERTISSEMENT

Plusieurs raisons m'ont incité à rassembler et publier les textes qui suivent, alors qu'ils avaient déjà paru séparément dans la presse congolaise.

Tout d'abord, je réponds par là au vœu de quelques uns de mes amis qui ont bien voulu s'y intéresser et qui souhaitent de pouvoir les retrouver groupés.

L'idée de cette publication m'ayant donc été suggérée, je m'y suis décidé après réflexions sur l'opportunité d'une telle publication.

Ecrivant ces lettres, je n'ai voulu ni faire œuvre de polémiste, ni synthèse de technicien : simplement j'ai cherché à traduire un malaise et à exprimer certains espoirs que beaucoup de Congolais partagent avec moi.

Quand une jeune démocratie cherche sa voie, quand une nation en gestation est mise en demeure de s'organiser rapidement à partir de ses valeurs propres, chaque citoyen est en quelque sorte mobilisé pour participer à l'effort commun.

L'égoïsme et l'indifférence, s'ils peuvent être tolérés dans un Etat qui n'est confronté avec aucun problème vital, sont des fautes irréparables du moment que la nation est menacée. Chacun de nous est nécessaire à l'édification de notre pays par son travail, par ses connaissances, par son dévouement, par ses réflexions et je dirais surtout par sa claire **conscience nationale**.

C'est en me contraignant à cette conscience nécessaire que j'ai conçu les Lettres qui vont suivre, c'est avec l'espoir d'éveiller chez quelques autres la même conscience que je les ai publiées. ,

Malheureusement, paraissant au fur et à mesure de nos préoccupations, ces articles, détachés les uns des autres, reflets fragmentaires de ma pensée, ont été parfois interprétés en sens divers, à sens unique.

Ils ont été souvent au contraire de ce que je voulais des ferments de désaccord quand j'espérais, exprimant mon désir de conciliation, aider peut-être à dissiper des malentendus, apaiser des rancunes et rappeler à elles-mêmes des volontés éparses.

Ainsi par exemple craignant les interprétations hostiles que l'on aurait pu faire de la Lettre à mes Amis Etrangers, je l'ai gardée plusieurs mois dans mes tiroirs avant de me résoudre à la rendre publique et quand je l'ai fait, cela a en effet donné Heu à des contresens de compréhension, on a voulu que je sois l'interprète d'une xénophobie que je déplore,

on a voulu voir dans mon attachement nationaliste une condamnation certaine des autres nations, ce qui est pour le moins abusif.

C'est alors que, ayant constaté que quelque» personnes insuffisamment informées de mon observation personnelle s'en référaient à moi pour défendre des attitudes que pour ma part je n'ai, jamais adoptées et que j'ai souvent regretté de découvrir chez certains, j'ai pensé qu'il ne serait pas inutile de constituer l'espèce de dossier ci-dessous.

Ainsi ces articles, s'éclairant les uns les autres formeront un ensemble, éclectique dans ses constituantes, mais fidèle à mes réflexions et à la position que je crois devoir adopter.

Je souhaite qu'on n'y cherche rien d'autre que ce que j'ai voulu y exprimer : des critiques parfois un peu rudes mais toujours inspirées par l'amitié et la solidarité, quelques suggestions, un profond, attachement à mon pays, un désir ardent de participer à son avenir, et finalement, il me semble l'écho des préoccupations de la plupart de» Congolais.

A. DOKOLO.

Kinshasa, sept. 65/juin 66.

CONSIDERATIONS
SUR LES
INTELLECTUELS
CONGOLAIS ET LEUR
ROLE

Le Larousse dit, brièvement, que l'intellectuel est celui qui, par profession ou par goût s'occupe des choses de l'esprit.

Cette définition, si elle correspond au sens -«étymologique du mot, ne correspond plus que partiellement à la réalité des choses, le terme ayant pris une valeur sociologique plus générale.

L'intellectuel, lorsqu'on concevait une division de la société fondée sur : « ceux qui prient, ceux qui combattent, ceux qui travaillent » appartenait par le fait même au premier groupe, celui des clercs.

Cette tradition des intellectuels, penseurs coupés jusqu'à un certain point de la réalité sociale, politique et économique a peu à peu fait place avec l'avènement de la révolution industrielle (dont il a ont été les promoteurs, d'ailleurs, par la fertilité de leur génie inventif) à un nouveau type d'homme dont l'importance a cru parallèlement à son efficacité et son indispensabilité.

En effet, si dans le cadre d'une société essentiellement agraire et artisanale la fonction de conception même de l'ensemble social ne semblait pas prééminente, il n'en n'est plus de même de nos jours dans le contexte d'une société industrielle et technologique.

En Europe donc on peut constater que, au cours des 150 dernières années environ, à l'enca-

drement aristocratique traditionnel de la société s'est substitué une catégorie sociale plus ouverte, plus mouvante, non héréditaire mais toujours dirigeante, dominante, et fondée sur la valeur personnelle. Cette nouvelle classe qui ne se contente pas d'un rôle productif purement technique mais qui pense, organise et dirige l'étiologie d'une nation et commande à ses destinées, est celle des intellectuels.

En Afrique il est évidemment banal de constater que l'infrastructure socio-économique qui a amené cette profonde transformation des sociétés européennes n'est encore qu'à son début.

C'est un des aspects des plus révélateurs du « sous-développement ». La juxtaposition, dans la plupart des pays africains, d'une société agraire à peine pénétrée par le phénomène monétaire et d'ensembles urbains rattachés aux grands courants économiques mondiaux, explique la persistance de deux formes de sociétés fondamentalement différentes mais chacune confrontée au problème de l'absence de l'encadrement : société rurale dont les techniques traditionnelles ne suffisent pas à faire face aux exigences économiques actuelles, société urbaine dans laquelle l'ancienne organisation tribale a été disloquée et n'a été que trop rarement remplacée par un cadre compétent à même de résoudre le conflit d'une population dont les besoins ont cru disproportionnellement avec ses moyens. De ces deux types de sociétés, l'une, la plus évoluée, tend par la force même des choses à supplanter l'autre.

Ce mouvement, que certains trouvent trop lent, est en fait, freiné essentiellement par la pénurie de techniciens susceptibles, d'une part d'aider les chefs traditionnels à résoudre les nouveaux problèmes qui se posent à eux et, d'autre part, de prendre en main l'ensemble des nouvelles structures industrielles et commerciales créées depuis la pénétration coloniale.

Ayant mis ainsi en évidence le caractère indispensable, le rôle prééminent du « technicien », de « l'intellectuel » (et nous avons vu que dans un monde que l'on qualifie paradoxalement de civilisation « industrielle » le « civilisé » rejoint le « technique ») il convient maintenant d'envisager les solutions possibles aux problèmes que posent l'insuffisance numérique des spécialistes.

Jusqu'à maintenant, un certain nombre de pays en voie de développement, dont le Congo en particulier, ont continué de faire appel à une aide technique étrangère multiforme. Cette solution, sans doute indispensable, n'en est pas moins dans son principe absolument déplorable et résolument transitoire. Il ne faut pas oublier que, de l'exercice même des responsabilités, naît la capacité à les exercer. Même si, dans les premières années, un temps d'adaptation se révèle nécessaire et peut causer un certain ralentissement de l'appareil administratif et économique, cet apprentissage ne peut, à long terme, qu'être bénéfique et porter ses fruits.

On voit ainsi deux catégories d'intellectuels — ou de techniciens comme on voudra — se développer parallèlement : d'une part ceux qui, n'ayant pourtant pas une formation livresque, se sont forgé une expérience valable par l'exercice même de leurs fonctions, et, d'autre part, une jeune classe •en début d'expansion et qui a eu la chance de bénéficier d'une formation théorique avant de se voir confrontée avec les difficultés; et les responsabilités qu'entraînent la pratique quotidienne, les contacts humains et les problèmes sociaux.

La première catégorie à laquelle nous avons fait allusion se voit trop souvent menacée par l'ambition excessive de ceux qui, par leur jeunesse et leur enthousiasme, s'irritent de ne pas, se voir -accorder immédiatement des postes de responsabilité que les anciens revendiquent, au nom de l'expérience, de pouvoir conserver pour eux. Cependant, ce sentiment de défense des aînés a trop souvent comme conséquence l'écartement systématique de tout universitaire — ou para-universitaire — qui se voit confiner à des fonctions inférieures à ses capacités.

C'est ainsi que dans un pays qui souffre si tragiquement du manque d'effectifs nationaux qualifiés on utilise peu ou n'ai ceux dont on pourrait disposer. Il se crée alors un sentiment de découragement, surtout parmi ceux qui, à l'issue de leurs études, faisaient preuve du plus grand enthousiasme et étaient prêts au maximum de dévouement.

Il semble que, pour pallier ce déplorable état de choses, la première des mesures à envisager serait de faire prendre conscience à tous ces techniciens, qu'ils soient universitaires ou pas, qu'ils appartiennent à une même classe, sur laquelle repose tout l'avenir de la nation. Il conviendrait donc que, dans un cadre de libres discussions dénuées de toute animosité, de toute vanité et de toute envie, ils confrontent leurs points de vue, ils proposent des solutions communes, ils organisant harmonieusement leur action.

Il en résultera une efficacité accrue de cette classe trop peu développée encore et qui neutralise trop souvent son action possible par de vaines rivalités intestines.

Comme pour toutes les catégories sociales à l'ère industrielle, l'isolement individuel est la source de l'impuissance. L'exemple des syndicats ouvriers en Europe occidentale est bien là pour prouver qu'une action constructive et une puissance également partagée est le salaire de l'union des forces, de la solidarité des volontés et de la conciliation des tendances rivales.

Ce serait une erreur profonde de croire que ces vertus de l'unité soient réservées aux seules catégories des travailleurs manuels. La multiplication des syndicats d'intérêts, des groupements divers, dans les pays industrialisés, montrent bien que toutes les catégories sociales, y compris les plus traditionnellement indépendantes ont senti maintenant la nécessité d'une défense globale.

Je voudrais m'adresser plus particulièrement aux jeunes intellectuels universitaires dont le nombre se multiplie à un rythme réconfortant.

C'est sur eux que repose l'espoir d'indépendance réelle de notre pays.

C'est d'eux que la nation attend une libération de toutes les aliénations : historiques, économiques, techniques et sociales.

Ce rôle éminemment noble que leur confie la nation, ils doivent en prendre pleinement conscience.

Les sacrifices que le peuple entier consent pour les mettre à même de le tenir efficacement, ils doivent les payer de retour en se mettant à son service avec les moyens dont ils disposent grâce à lui.

Trop souvent, gardant une optique d'étudiant, l'universitaire semble croire qu'une fois son diplôme obtenu l'essentiel de son travail est achevé. Ceci est doublement faux.

D'une part en effet, une technique, quelle qu'elle soit, est en constante évolution ; ce n'est que par un effort soutenu, continu et quotidien que l'intellectuel pourra garder cet indispensable niveau de connaissance qui doit être le sien. Un diplôme impose un mode de vie qui ne saurait se limiter en aucun cas à subsister sur un acquit, vite dépassé, et parfois même oublié.

D'autre part, ils doivent savoir que le moment de l'obtention de leur diplôme marque en fait pour eux non le début d'une période de relative facilité mais au contraire une multiplication des responsabilités.

Responsabilités, nous l'avons déjà dit, à l'égard de La nation dont ils sont le capital le plus précieux. Ce capital il ne saurait être question qu'ils le gardent avec un soin jaloux comme un bien personnel, mais au contraire, il faut qu'ils s'en considèrent comme des dépositaires, chargés de le valoriser et de le transmettre. L'exemple des étudiants de Lovanium (consacrant leurs vacances à l'organisation d'écoles dans les régions sinistrées, lors de l'opération «Debout Stan») devrait être largement suivi. Ceux-là ont bien compris leur double rôle qui est à la fois d'apprendre et d'enseigner.

Ceux-là rempliront j'en suis sûr leurs fonctions avec conscience et, dans le même temps, ils aideront les cadets à leur succéder de plus en plus nombreux.

Dans cet esprit, les universitaires que leurs fonctions retiennent dans les centres urbains devraient y organiser des cours publiques, des conférences, des manifestations culturelles dont le sens serait de faire partager largement ce capital intellectuel qui leur a été donné.

Ils devraient aussi, dans la mesure du possible, tenter de porter à l'intérieur du pays une science

et une technique qui y sont plus indispensables encore que dans la capitale : vitales même.

J'insiste particulièrement sur ce dernier point, étant donné que les plus récentes études sociologiques sur l'utilisation des universitaires en Afrique noire nous a prouvé qu'un des plus graves dangers qui hypothéquaient notre avenir était précisément le courant de concentration des intellectuels dans les capitales et autres centres urbains.

Il me semble pourtant que, à quelque niveau que ce soit, la tâche qui attend dans nos villages, un technicien national, est humainement plus exaltante et socialement plus riche.

En effet, il est courant que le « technicien » qui opère en brousse, s'il est même conseiller agricole par exemple, soit amené à jouer un rôle de magistrat moral, à remplir des fonctions médicales et à mettre toutes ses ressources largement au service d'une population particulièrement déshéritée.

Son action déborde généralement sa fonction, on compte sur lui, il est le guide dont on attend aide et conseil, et ce guide est parfois un sauveur.

Son influence est à la mesure de son efficacité ; il est là, véritablement, le leader capable d'amener les populations rurales à s'inscrire dans le contexte moderne d'une économie de haute productivité.

Il y a peu de pays où il soit offert aux jeunes tant de facilités pour parvenir à un niveau supérieur de formation, peu aussi où il leur est donné d'« agir » autant leur savoir.

Et malgré cela il existe un malaise grave chez les intellectuels congolais...

Je conclurai en définissant ce que l'on pourrait appeler les « mots d'ordre » qui devraient aider au plein épanouissement de leur valeur et de leur action :

- **Collaboration** étroite de toutes les forces intellectuelles de notre pays (afin de renforcer leur pouvoir) ;
- Organisation de campagnes bénévoles pour la **transmission** du savoir (afin de multiplier rapidement le nombre des techniciens nationaux) ;
- **Décentralisation** des intellectuels (afin d'élargir leur zone d'influence).

Kinshasa, sept. 65.

LETTRE OUVERTE
AUX INDEPENDANTS
CONGOLAIS

Nous ne sommes pas contents. Il serait vain de le nier : un malaise règne parmi les indépendants congolais, un divorce s'opère entre eux et le gouvernement : les frictions se multiplient, l'incompréhension s'installe, les positions se durcissent. Il nous paraît, à nous, que ce gouvernement, qu'avec tous nos concitoyens, nous avons appelé à diriger les destinées du pays, ne cherche pas à comprendre nos aspirations et ne s'applique guère à protéger nos intérêts.

Les sujets de mécontentement sont nombreux, quotidiens. Mais il me semble par ailleurs qu'avant de nous plaindre, nous devrions d'abord faire notre autocritique, essayer de remédier à cette situation fâcheuse et alors seulement, ayant fait tout ce qui est en notre pouvoir, protester éventuellement contre l'indifférence, l'incompétence ou la mauvaise volonté des autorités. Nous ne sommes pas contents disais-je. Pourquoi ? parce que notre intérêt est mal compris, et nos intérêts peu ou mal protégés. Mais voyons aussi les causes de cette situation malheureuse. J'en citerai trois principales : la désunion des indépendants, *le* manque de cohésion de leurs revendications, l'insuffisance de leur représentation auprès du gouvernement. La conséquence immédiate est que les autorités, mal renseignées, mal conseillées, peu encouragées elles-mêmes à poursuivre une politique nationale préfèrent continuer leur confiance de routine aux sociétés étrangères. C'est à nous, à défaut des;

minitères surcharges, souvent débordés, assiégés de toutes parts, de penser, de vouloir, voire même d'imposer une ligne de conduite économique nationale, cohérente et réaliste.

Quand nous proclamons bien haut, par exemple, que nous voulons que toutes les activités commerciales soient exclusivement entre les mains des nationaux, nous ne pouvons espérer obtenir satisfaction dans la mesure où cette revendication est excessive, infiniment trop vague, impraticable de fait, injuste même, et serait de nature à favoriser tous les attermolements voire certains abus.

Il faut donc, et je ne suis pas le premier à le préconiser, que nous nous unissions pour présenter, avec l'accord de tous, un programme précis de projets déterminés, réalisables immédiatement. Avant d'exiger la fin, il nous faut vouloir les moyens.

Le but est sans doute d'obtenir le contrôle de divers secteurs économiques de notre pays, mais d'ici-là nous avons un long chemin à faire qu'il serait bon de tracer nous-mêmes. Des revendications moins ambitieuses ont sans doute plus de chance d'être entendues et satisfaites par un gouvernement qui a su déjà régler tant de nos problèmes internationaux. Je me contenterai d'énumérer quelques unes des revendications modérées :

a) refus sans exception d'insérer au registre des importateurs de nouvelles sociétés étrangères ;

b) priorité accordée à l'étude des dossiers introduits par les nationaux dans les différents ministères afin d'accélérer la promotion d'une classe moyenne nationale ;

c) priorité accordée aux nationaux à valeur égale d'entreprise, valeur qui peut s'estimer à la fois par rapport à l'importance des circuits de distributions et à la valeur des investissements nouveaux (depuis l'indépendance) ;

d) publication des quotas accordés d'une part aux nationaux d'autre part aux étrangers et parallèlement à cette publication, la fixation d'une ligne ascendante de la proportion des quotas accordés aux nationaux ;

e) admission d'un représentant des intérêts nationaux aux discussions des attributions de quotas, représentant qui ne serait pas investi d'un pouvoir de décision mais d'une voix consultative dont le rôle serait d'exposer aux autorités les vœux et les possibilités des sociétés congolaises.

Un programme d'action vis-à-vis des autorités gouvernementales, fondé sur des bases précises ainsi définies, présenté et soutenu auprès de différents ministères permettrait de savoir enfin à quoi s'en tenir. En effet, il serait Hors de question alors, de voir perdurer l'attitude dilatoire que ceux-ci semblent avoir adoptée. Devant un programme «clair, exposé par l'unanimité des nôtres, d'une

manière constante et compétente, le gouvernement, je n'en veux pas douter, répondra à son tour d'une façon également claire et compétente.

Je n'en veux pour exemple que les méthodes qui ont permis jusqu'à ce jour aux compagnies importatrices non nationales de faire valoir leurs espérances et de les faire passer à l'état de réalité.

Sans doute savent-elles mieux que nous se faire entendre des autorités ?

Sans doute usent-elles de plus de constance que nous dans leurs demandes ?

Sans doute les présentent-elles d'une manière plus convaincantes ?

Mais un gouvernement qui a manifesté un tel sens de la grandeur nationale dans toutes les démarches de sa politique extérieure est certainement soucieux d'encourager largement une promotion nationale à l'intérieur même du pays. Nous savons que les problèmes qui se posent à lui sont épineux, absorbants. C'est pourquoi nous devons lui faciliter la tâche à notre égard en revisant notre propre politique d'action. Nous, qui sommes tous chefs, d'entreprise, nous savons bien que le projet qui a le plus de chance de nous agréer est celui qui nous sera présenté sous une forme élaborée, prêt à être appliqué sans nous faire perdre un temps précieux en vaines discussions. Si gouverner un pays peut[^] approximativement, se comparer à la gestion d'une entreprise, nous devons comprendre mieux que

personne nos gouvernants et les aider dans la mesure de nos moyens.

L'action est difficile : à nous de la rendre aisée, inéluctable, en la raisonnant au préalable, et en donnant aux solutions proposées une publicité telle que l'équivoque ne soit plus possible. ,

La presse, indépendante dans son principe même, dirigée et représentée par des Indépendants 'Congolais, donne aujourd'hui l'exemple de la conscience et de la solidarité indispensable à la défense de nos droits communs.

Puisse cet exemple être suivi par tous et bientôt nous n'aurons plus lieu de dire : « Nous ne sommes pas contents ».

C'est mon vœu le plus cher, à la fois comme Indépendant, et comme Congolais.

Kinshasa, sept. 65.

LETTRE
AUX GOUVERNANTS
CONGOLAIS

Rejoignant ainsi un trait que l'on prête volontiers aux Français, le peuple congolais semble se complaire dans la critique de ses institutions. Il faut y voir, certes, une preuve de l'intérêt qu'il porte à la chose publique et se féliciter qu'il nous soit donné de ne pas nous endormir dans une indifférence coupable.

Parce qu'enfin, si le gouvernement est le reflet de la nation : nous sommes tous solidaires du gouvernement que nous avons choisi pour représenter notre volonté commune. C'est pourquoi il me semble regrettable que notre esprit critique s'exerce trop souvent sans aucun souci de réforme, dans un esprit destructif qui nous accuse tous, qui suscite la mauvaise volonté, et décourage les bonnes volontés.

Mais il existe une forme de critique constructive fructueuse, salutaire, et qui, exposant des erreurs inévitables désigne en même temps les remèdes. Que reproche-t-on à nos gouvernants tant décriés ? Comme partout ailleurs : tout et rien.

Il est inacceptable et inconsideré que l'on accuse publiquement notre gouvernement (et donc, dans une certaine mesure, nous tous, Congolais) ainsi que je l'entends faire, de tares telles que l'incurie, la désorganisation et la corruption.

Deux remarques s'imposent, si ces accusations sont parfois justifiées.

Premièrement, nous ne sommes pas un cas particulier, ces accusations s'adressent à tous les gouvernements, car c'est la grandeur mais aussi le risque d'un gouvernement démocratique qu'il soit constitué d'éléments divers dont certains sont, hélas, faillibles. Mais il est absurde et injuste de condamner tout un corps pour les fautes de certains de ses membres.

Et, deuxièmement, faire un « complexe national » devant cet état de chose est la plus fatale des attitudes que l'on puisse adopter parce qu'elle entraîne le découragement et n'incite pas à la réaction qui pourrait amener la réduction de ces erreurs.

Examinons ces trois griefs que l'on entend faire généralement à nos gouvernants :

1) Incurie.

Si nous nous rappelons dans quelles conditions d'impréparation nous a été accordée notre Indépendance, et si nous considérons quelle évolution ont accomplie nos gouvernants depuis cette si proche émancipation, nous sommes heureux de constater que l'usage de la responsabilité a entraîné, dans la plupart des cas, leur capacité à être responsable. Gouverner ne s'apprend que par la tradition et l'expérience. N'ayant jamais été associés au gouvernement de la colonie, nous ne pouvons pas nous référer à la tradition. Nous avons

été obligés d'acquérir seuls l'expérience du gouvernement. Et l'expérience ne s'acquiert pas en un an : l'Europe a connu des siècles de tâtonnements politiques avant d'avoir le sens de ses responsabilités ; et toute cette longue expérience ne la met pas encore aujourd'hui à l'abri de ces conflits meurtriers qui sont, il me semble, une forme éminemment primaire de règlement des problèmes.

A défaut de brio, nous avons de la prudence et, il me paraît aussi, une grande faculté d'adaptation. Nous évitons ainsi les décisions hasardeuses et nous arriverons sagement à forger nous-mêmes notre propre tradition politique.

Il me semble qu'à considérer ainsi les choses, la voie que nous suivons, si elle est étroite, mène pourtant à la sagesse qui est tout le contraire de l'incurie.

2) Désorganisation administrative.

Pas plus que la gestion politique, la pratique administrative ne nous a été réellement ouverte avant l'Indépendance.

Et malgré cela, nous avons dû faire face à un remplacement complet des cadres et du personnel administratifs.

Avec courage, certes, sinon sans errements, nos fonctionnaires ont, à tout le moins limité les dégâts. Car, si la gestion politique nécessite de hautes intelligences, l'administration exige une

préparation technique que l'enthousiasme seul ne remplace pas. Aussi bien nos gouvernements successifs ont-ils encouragé la création d'école supérieures qui nous forment et nous ont déjà donné des techniciens d'administration congolais.

Assignons des responsabilités de plus en plus larges à nos universitaires et diplômés d'écoles supérieures : peu à peu notre administration sortira de la désorganisation née des méthodes empiriques que nous avons été obligés d'appliquer.

3) La corruption.

Le reproche est grave et malheureusement trop souvent vérifié.

Cette pratique est injustifiable et fatale à la nation, moins dans ses conséquences pratiques d'ailleurs que par l'état d'esprit qu'elle contribue à créer dans toutes les couches de la population et qui est à l'opposé même de celui qui pourra nous aider à occuper, sur le plan international, une situation honorable contribuant à accélérer le redressement intérieur.

Mais là encore,- considérons les faits avec réalisme : la corruption n'est pas un mal inhérent à notre pays. Elle existe partout ailleurs mais, rendue malaisée par l'ingéniosité des structures sociales et administratives, réprimée plus durement que chez nous, elle ne prend pas ce caractère inquiétant de pratique courante et bénigne qui caractérise celle que nous connaissons. De plus,

les corrupteurs eux-mêmes étant, dans les autres pays, plus sévèrement poursuivis que chez nous les incitations à la corruption sont certainement moins fréquentes.

Frappons les nôtres qui faiblissent mais frappons aussi ceux qui les ont poussé à oublier leurs devoirs. Réprimons ces abus au Heu de les déplorer et nous verrons bientôt disparaître, sinon tout à fait ces faiblesses, du moins l'indulgente complicité qui les entoure.

Non, il me semble que rien de tout cela n'est véritablement tragique. Ce qui l'est davantage à mon sens, c'est, liés l'un à l'autre, et dérivant peut-être de la publicité que l'on fait inconsidérément à nos faiblesses :

- le manque de confiance en nous et,
- la faiblesse de notre conscience nationale.

Il ne s'agit pas, comme on peut le faire dans un discours, d'étaler une confiance qui confine à l'aveuglement.

Il ne s'agit pas de s'ennorgueillir placidement de ce que l'on est ou de ce que l'on a reçu mais bien de croire fermement à ce, que l'on peut réaliser. Croire à la valeur de l'effort, c'est une façon de s'y lancer.

Je n'aime pas ces faux prophètes, souriants et vains sceptiques, qui dénigrent nos gouvernants

et prédisent au pays un avenir chaotique et dépendant.

C'est vrai, tout est encore à faire, à peine si l'on, constate deci-delà un embryon d'espoir, un début de réussite, quelque progrès malaisé. Mais ils existent.

N'ayons pas peur des mots non plus que de la réalité : à peine si nous jouissons d'un début d'indépendance économique.

Mais le moyen d'y accéder est à notre portée. Il est simple, unique, irremplaçable, et dérive «naturellement de cette préalable confiance que je réclame que l'on nous insuffle : c'est le travail.

Si nous avons foi en nous, nous entreprendrons avec enthousiasme la construction de l'avenir de notre pays.

On parle volontiers du « miracle » économique de l'Allemagne d'après guerre. « Miracle » encore, dit-on, la reconstruction de Varsovie — détruite à 90 % en 1945. Ne nous payons pas de mots, ces miracles ne sont rien d'autre que les longs et patients efforts de quelques millions d'hommes qui ont cru en leur avenir. Ce miracle, animés par une confiance réaliste, nous pouvons le connaître à notre tour. Cessons de dénigrer tout cela qui devrait être notre honneur et notre orgueil. Que nos gouvernants donnent l'exemple de la confiance. Qu'ils recherchent, encouragent et soutiennent les talents et les bonnes volontés nationales.

Qu'ils refusent de recourir toujours aux trop aisées, mais combien stériles/méthodes d'appel aux étrangers.

Et sûrement ils verront du même coup grandir notre confiance en eux, sans laquelle aucune action gouvernementale n'est possible.

Nous ne voulons pas retenir contre eux les reproches particuliers qu'on leur fait habituellement : ces fautes évoquées sont le fait de quelques uns, et non de tous, elles sont réprimables et ne présentent pas un caractère de dépression qui serait fatal à notre pays.

Mais quand ils oublient le sens même de leur mission, quand Us usent de la puissance que nous leur avons conférée, à des fins extra-nationales qui mènent inévitablement à la désintégration du sens national, nous sommes en droit et nous avons le devoir, de nous élever contre eux et de leur demander raison de leur attitude.

Parce qu'enfin, le sens national, l'histoire nous le démontre, se forge dans l'épreuve partagée et par l'effort accompli en commun pour la dépasser.

Mais pourquoi entreprendrions-nous cet effort si on nous répète qu'il est vain ? Si on nous en détourne constamment par la préférence accordée aux non-nationaux ? Si cet effort que nous sommes prêts à faire quand même on le tient pour

négligeable et incomparable à celui que fournissent chez nous les étrangers ?

Il ne s'agit pas de déclarer que nous pouvons tout, tout seuls, et tout de suite.

Il ne s'agit pas de refuser aide et conseils que sont prêts à nous accorder les pays amis.

Mais il est indispensable de considérer cette aide comme une transition et non comme une fin en soi, de recevoir ces conseils afin d'accélérer notre évolution et non d'y trouver un moyen de démissionner de notre pouvoir de décision. Il s'agit en deux mots comme en cent de mener une politique à long terme et non de s'installer dans la situation fautive du parent pauvre et dépendant.

Le 30 juin nous a ouvert la porte de l'indépendance. A nous, à nos gouvernants de construire cette indépendance, de lui donner tout son sens, toute sa valeur et d'en faire une réalité tangible.

Nous sommes conscients de nos manques mais nous refusons, et c'est la sagesse, de les croire définitifs.

Kinshasa, oct. 65.

LETTRE
A
MES AMIS ÉTRANGERS

Si le privilège de l'amitié est de pouvoir juger sévèrement, le devoir d'un ami est de rendre justice à ses amis. Je me dispose à faire l'un et l'autre en m'adressant ici aux étrangers parce que je veux croire que, répondant à notre confiance par une confiance égale, ils sont en effet nos plus proches amis.

Et pourquoi ne le seraient-ils pas ?

Si l'époque de la colonisation a été rentable le temps de l'amitié pourrait être fécond...

Mais qu'en tendons-nous par étrangers ? Tout ce qui n'est pas congolais ? ou africain ?

Et à qui s'adresser

A ceux qui, établis dans notre pays partagent avec nous un certain nombre de problèmes ou ceux qui, vivant ailleurs sont pourtant concernés par les conditions qu'imposent notre présent et les options qui déterminent notre avenir ? aux individus, dont les rapports avec nous sont personnalisés par leur caractère ou aux groupes dont la politique à notre égard est régie par un système idéologique ou des intérêts économiques ?

Il me paraît indispensable de définir ces différences afin de déterminer exactement les liens -qui nous attachent diversement aux étrangers :

confondre dans une même opinion des individus et des groupes d'individus est aussi absurde que la généralisation qui consiste à juger une nation d'après quelques uns de ses habitants.

Il est impossible d'adresser à tous le même langage, c'est pourquoi, nous distinguerons :

1°) -les personnes étrangères installées au Congo

2°) - les gouvernements étrangers

3°) - les groupes financiers étrangers dont les intérêts se trouvent au Congo.

On pourrait encore établir d'autres catégories mais celles-ci permettent déjà une vue d'ensemble cohérente et complète de nos rapports avec ce qu'on appelle imprécisément, les étrangers.

1) Les personnes étrangères installées au Congo.

Je compte beaucoup d'amis personnels parmi eux, je sais qu'il en est beaucoup qui sont des amis de notre pays, attachés au Congo par tous les liens humains qui font ressortir un homme d'un pays ; beaucoup qui confondent leur avenir avec celui de la nation et sont ainsi, par leur vouloir, nos concitoyens à part entière.

Il en est qui sont des nostalgiques de la colonisation ? certes : mais ce ne sont pas les plus intelligents — et heureusement, pas les plus nom

breux — ceux-là qui n'ont pas encore compris que cette attitude est politiquement dépassée et humainement indéfendable.

À ceux-là, je rappellerai que personne n'est indispensable, sauf justement les amis qui collaborent à l'édification de l'avenir congolais. Or les attardés du « Congo-à-papa » ne sont pas des amis et cherchent vainement à freiner l'évolution de notre pays. De plus, ils font porter par tous les autres qui sincèrement cherchent à nous aider le poids de la rancune qu'ils éveillent au sein de l'opinion publique. Ils sont néfastes à la fois, aux Congolais et à nos vrais amis étrangers. Rejetons-les de manière à ce que personne parmi nous ne puisse s'y référer pour justifier d'un racisme aussi déraisonnable que le leur. Parce qu'enfin, il serait absurde que nous qui avons souffert du racisme de ces esprits étroits, nous réinventions un racisme de réaction. Le racisme, dans quelques sens qu'il sévisse est un frein, une attitude psychologique qui va à l'encontre de l'évolution et du progrès.

Et nous plus que quiconque devons nous en garder. Un des facteurs historiques de la puissance économique des USA a été sa politique de large immigration. Pourquoi ne pas tenter la même aventure ? Nous avons besoin de tous les talents, de toutes les bonnes volontés : accueillons-les sans restriction néfaste pour l'avenir.

Et à tous ceux qui sont déjà ici, parfois animés par la plus grande générosité, souvent prêts

à nous accorder une confiance sans restriction, accordons une amitié qu'ils méritent à tant de titres.

Quant à moi, pour certains que les circonstances m'ont donné de connaître intimement, je les crois mes amis, ce sont « mes frères » pour me servir d'un terme africain consacré et que je veux élargir. Je n'ai jamais compris de quel poids pourrait peser dans notre amitié le fait qu'ils soient blancs et que je sois noir, du moment que nous avons des centres d'intérêts communs, un langage commun, des problèmes communs et, dans une large mesure, un avenir commun,

2) Les gouvernements étrangers.

Le problème des nations défavorisées ne se pose pas seulement à nous, mais au monde entier, car ces nations représentent pour les pays économiquement forts, à la fois des marchés économiques à développer et des zones d'influence politique à conquérir.

C'est dans cette optique que les pays de surdéveloppement nous consentent une aide financière et technique.

Mais à notre époque où les groupes sociaux en présence ont dépassé le plan interne des pays et se sont internationalisés, on peut appliquer aux pays de grand développement vis-à-vis de nations défavorisées, la phrase de Montesquieu : « les

financiers soutiennent la nation comme la corde soutient le pendu ».

En effet, et quelle que soit par ailleurs la sympathie des gouvernements étrangers à notre égard, leur principal souci est, bien entendu, le soin de leur propre intérêt,

Cela est normal, nous ne croyons pas que l'altruisme et le désintéressement soient le propre des gouvernements plus que celui des hommes.

Mais nous souhaiterions souvent, que ces pays eux-mêmes comprennent mieux leur intérêt à long terme et ne compte plus trop longtemps sur nos difficultés présentes et sur notre jeune indulgence pour nous faire accepter des cadeaux qui n'en sont qu'en apparence et qui, dans le fait, représentent pour nous une charge que nous portons à leur place.

Que, dans l'état de dénuement qui est le nôtre, nous acceptions volontiers îes surplus de production que certains gouvernements sont obligés de racheter à leurs industriels, cela est utile pour eux comme pour nous. Que nous concédions un droit de regard, voire même une certaine influence sur nos affaires intérieures aux conseillers techniques que mettent à notre disposition les gouvernements étrangers, cela n'est pas encore trop mal venu, et nous en tirons parti autant peut-être qu'eux-mêmes. Mais que l'on nous impose, en échange, des crédits utilisables uniquement à des fins qui seront pour-

nous une charge plus qu'un apport économique, quand l'argent avec lequel nous rembourserons ce crédit pourrait être utilisé plus sainement, que l'on nous impose des accords économiques que refuseraient pour eux-mêmes ces pays qui nous les proposent.

Que l'on nous offre des usines dont nous devons acheter la plus grande partie de la production — inutile pour nous, dans l'état actuel de notre développement — je prétends alors que nous avons le droit d'affirmer que l'aide accordée par ces gouvernements étrangers nous soutient «comme la corde soutient un pendu ». Elle nous étouffe, elle nous achèverait si nous n'y prenons garde.

Et je ne crois pas que ce soit, finalement, au profit de ceux qui en ce moment nous passe la corde au cou. Le niveau de vie de nos populations est insuffisant pour que nous représentions en ce moment un marché intéressant pour l'écoulement de la production des pays riches.

Nous achetons pour survivre, et ce n'est guère. Or, le problème des pays riches consiste justement à s'ouvrir rapidement de vastes marchés, à se trouver une clientèle nouvelle qui, par des achats de plus en plus considérables leur permettra de ne pas ralentir le rythme de leur production.

Leur intérêt est donc de reconsidérer la politique d'aide aux pays défavorisés, de nous aider à devenir réellement des pays en voie de développement donc, à moyen terme, des clients.

L'aide, telle qu'elle est consentie à présent débouche sur une impasse, nuit au développement normal de notre pays dans la mesure où nous ne pouvons pas la considérer comme un moyen mais comme une fin en soi, contribue à créer de faux rapports, d'obligés à protecteurs et consomme ainsi le divorce politique entre les puissances occidentales et les pays du tiers monde.

Nous avons gardé trop d'attaches avec l'Occident, (liens culturels et philosophiques par exemple) pour souhaiter une rupture entre eux et nous.

Nous espérons encore que notre destin pourra s'accomplir parallèlement au leur, mais si, avant qu'ils aient opéré le redressement de leur politique à notre égard, quelqu'un d'autre arrivait, qui décrochait le pendu ?...

Il faut avant tout dissiper l'hypocrisie qui entoure ces rapports : l'aide est un phénomène économique contemporain où chacun devrait trouver son compte. Nous ne sommes pas sûrs d'y trouver le nôtre.

3) Les groupes financiers dont les intérêts se trouvent au Congo.

Il ne s'agit dans ce cas ni d'individus engagés avec nous, partageant exactement les vicissitudes de notre existence, ni de gouvernements intéressés par notre avenir et nous accordant une aide plus ou moins généreuse ; il s'agit de sociétés d'affaires,

impersonnelles, anonymes, représentées ici parfois par des personnalités attachantes, certes, mais dont l'éventuelle amitié à notre égard ne pourrait aller jusqu'à décider contre la volonté du « groupe » de l'attitude à adopter envers nous. L'âme de ce groupe, le Conseil d'Administration, siége à l'étranger, exploite au maximum les ressources du Congo, s'applique à faire « rendre » le plus possible la mise initiale qu'il a faite au moment où, tous risques calculés, il a estimé payant d'investir ici.

Chacun sait qu'il ne faut pas mélanger les affaires et les sentiments et les groupes financiers étrangers appliquent cette maxime inébranlablement.

Leur intérêt à eux va même, jusqu'à un certain point, nécessairement à l'encontre de nos intérêts à nous. Toute notre évolution les menace : promotion de la classe ouvrière congolaise, formation d'une classe moyenne nationale, contrôle gouvernemental des ressources du pays.

Tout, depuis notre indépendance.

Les groupes financiers installés au Congo ont bâti, à la faveur des conditions exceptionnelles d'exploitation de l'époque coloniale, un empire commercial et industriel d'autant plus puissant qu'il reposait sur la jouissance de privilèges considérables. Au moment de l'Indépendance, ils ont ressenti une panique que la suite des événements n'a pas justifiée : le Congo n'a pas nationalisé les

grandes entreprises, il n'a retiré ni diminué aucun de leurs avantages.

De cette bonne volonté les groupes financiers ont tiré des conclusions téméraires : les Congolais n'ont pas les moyens de nationaliser, ils n'ont pas les moyens d'exploiter eux-mêmes leurs ressources, ils n'ont pas les moyens de se passer de nous. Il nous en coûterait, en effet, peut-être. Pendant un court moment.

La nationalisation exigerait, nous en convenons volontiers, un appel considérable de techniciens étrangers, à des conditions fort onéreuses, mais nous y gagnerions de garder ici l'entièreté des diverses exploitations nationales, nous y trouverions enfin le droit de disposer nous-mêmes des ressources nationales, de traiter nous-mêmes de leur négociation commerciale et d'y acquérir par là, le pouvoir de discuter librement avec les gouvernements étrangers.

Et, sans aller jusqu'à une politique de nationalisation qui implique une politique générale que nous ne sommes pas enclins à adopter, il se pourrait que, las de ne pouvoir rien refuser aux groupes financiers installés ici, nous les laissions partir ainsi qu'ils nous en menacent constamment : d'autres aussitôt solliciteraient et sollicitent déjà de pouvoir reprendre à leur compte l'exploitation des richesses nationales.

Et d'ailleurs il voit-on pas déjà la contradiction ?
Ces groupes qui se défont et s'indignent

à l'idée que nous puissions nationaliser leurs entreprises menacent de tout abandonner ?

C'est là une incohérence qui ressemble peu à la coutumière maîtrise de ces gens d'affaires habitués à juger froidement les choses et les situations. Serait-ce alors qu'il s'agit d'une sorte de chantage ? Le mot est fort mais comment appeler alors cette façon d'être qui consiste à déclarer (je l'ai entendu faire non comme on voudrait le croire, par des politiciens de cafés, mais par le respectable représentant de sociétés étrangères) que : « certain groupe, contrôlant à lui seul la presque totalité des moyens économiques de notre pays, pourrait bien si nous ne lui cédions davantage bloquer tout notre système économique ».

Depuis 5 ans, nous acceptons que notre indépendance soit une « indépendance-fiction » suivant la formule de Seydou Badian. Or ce n'est pas, comme on se plaît à le dire, à cause de machiavéliques pressions des gouvernements étrangers : ceux-là, le plus souvent sont de bonne foi.

Le gouvernement belge, certainement, ne rêve pas de reconquérir sa puissance coloniale : c'est à tort qu'on l'accuse de cet état de choses malheureux qu'il faut reprocher aux groupes financiers seuls. Ils disposent de tous les leviers économiques cela est possible. Mais qu'ils veuillent nous empêcher d'en partager le contrôle, sans heurt et sans précipitation comme nous sommes prêts à le faire, voilà qui manque non seulement de justice mais surtout de réalisme.

Tôt ou taxa nous le ferons. Tôt, par la violence et sans eux ; plus tard s'ils le voulaient, avec leur participation et dans le respect de leurs droits acquis.

D'autres pays nous donnent l'exemple d'une saine coopération entre les groupes capitalistes et les forces nationales naissantes. Au Sénégal et au Nigeria, pour ne citer que ces deux pays, les nationaux ont obtenu une réelle indépendance économique sans pour cela priver les étrangers du juste profit que méritent leurs efforts. Les groupes financiers n'y ont pas entravé absolument l'évolution économique interne qui s'engageait dans une voie nationale, aussi ont-ils obtenu de pouvoir conserver une situation encore avantageuse et qui peut durer longtemps.

A tout exiger, les puissances qui nous occupent pourraient bien tout perdre, même la mise. Or, ils exigent en menaçant. En menaçant d'abandon. Comme si nous pouvions croire qu'il s'agit d'œuvres philanthropiques que notre ingratitude décourage !

Si les groupes financiers installés ici ne s'en sont pas allés au lendemain de l'Indépendance, c'est que leur intérêt est ici. La raison même de leur existence est le profit. Si les bénéfices qu'ils réalisent étaient minimes, ils partiraient. Or ils sont toujours là.

Tirons-en la conclusion...

Et se soucieront-ils, du Congo si un jour, à cause de leur inconscience, la situation politique empirait jusqu'à nous précipiter dans le marasme total ? Certes non ! Mais c'est la logique même de leur fonction.

Ils jouent le jeu des affaires, qui ne considère que le total. Il ne faut pas leur en faire grief, mais agir de même à leur égard si nous ne voulons pas être dévorés. Rappelons-nous qu'ils sont ici dans leur seul intérêt.

Cessons de craindre leur départ, « l'abandon »: l'argent attire l'argent, nous en verrions bientôt d'autres arriver pour prendre leur place.

Cessons de répondre aux récriminations par des faveurs plus grandes encore : nous ne leur devons rien, ils nous doivent beaucoup.

Cessons de ralentir à leur profit le processus de notre évolution : nous n'agissons jamais avec plus de cynisme qu'eux-mêmes si nous décidions de conquérir à leur dépens notre indépendance économique, mais, il me semble avec plus de logique et de droit moral.

Leur intérêt est de rester ici, cela est certain. Pour nous cela est moins sûr.

Kinshasa, oct. 65.

TELEMA CONGO

Le Congo a choisi une solution nationale.

Il vit à l'heure d'une réelle réconciliation nationale.

Pendant des années nous nous sommes cherchés, nous nous sommes comptés.

Nous nous sommes contentés de demi-mesures, de solutions transitoires, de tâtonnements fâcheux et d'essais dispendieux. Un tel état de chose, s'il porte en lui-même des facteurs de désorganisation et d'excès déplorables est pourtant normal et, jusqu'à un certain point, favorise la prise de conscience nationale qui est le préalable indispensable de toute organisation nationale.

Nous ne reviendrons pas sur les circonstances qui ont amené l'Indépendance ni sur les conditions déplorables dans lesquelles on nous l'a accordée.

Nous n'y reviendrons pas parce que tout a été dit à ce sujet, souvent, trop souvent ; en effet, s'appesantir sur les failles et les manques de notre pays nous a conduit trop fréquemment à adopter justement ces solutions boîteuses auxquelles nous avons fait allusion plus haut.

Personne n'aurait pu, au lendemain, de l'Indépendance, assumer la direction de notre pays dans

une optique strictement nationale ; la carence de cadres, l'impréparation du personnel administratif, l'inexpérience des hommes politiques, l'absence totale de classe moyenne congolaise, tout nous a obligé à faire appel, plus que nous l'aurions voulu, à une aide étrangère qui n'est pas désintéressée. Mais si cette option était la seule possible au lendemain de l'Indépendance, elle n'était pourtant justifiable que dans la mesure où nous la considérons fondamentalement comme un sursis nous accordé afin de construire notre autonomie, de pallier nos carences et de combler nos absences.

Passé ce temps de sursis, une politique d'appel à l'étranger devenait, non seulement stérile, mais fatale, mais criminelle.

Il semble bien que le Congo l'aie pleinement réalisé en prenant un ferme parti ces dernières semaines. eji effet, le destin du Congo ne doit se jouer ni à droite, ni à gauche, mais au Congo même, ni avec l'appui des nations capitalistes, ni dans le sillage des sociétés marxistes, mais avec l'appui des Congolais, de tous les Congolais unissant leurs forces pour faire réussir une politique nationale, dirigée par un leader qui n'appartient qu'à notre pays.

Dans une perspective nationale seulement le Congo pourra compter sur des dévouements, sur des capacités largement utilisées, sur des volontés concertées garantes d'organisation administrative et d'expansion économique.

Il nous paraît que le Congo sort d'un cercle vicieux, d'un état de découragement né d'une situation chaotique, conséquence elle-même de l'impréparation de l'Indépendance. Il était temps de rompre le cercle, de briser l'engrenage.

Les vertus civiques d'ordre et de courage naî-; du nouvel espoir de la population.

Comment agir dans l'intérêt de tous quand cet intérêt même paraît compromis au sommet par le désordre et la tutelle étrangère ?

Mais si préside aux destinées du pays un homme dont le pouvoir repose sur des forces vives de la Nation, sur un corps ayant prouvé pendant ces tristes années de trouble et de rébellion qu'il était bien au service de tous, quel parlementaire déçu, quel intellectuel aigri, quel homme d'affaires dupé, quel citoyen découragé ne trouverait un courage nouveau pour combattre, pour créer, pour construire ?

Nous ne voulons pas être payés de belles paroles mais nous voulons que nous soit donnée l'occasion d'agir. Pendant toutes ces années où la situation politique et économique se désintégrait chaque jour davantage on nous répétait ; « notre pays est riche, la situation est excellente » et nous constatons que nous vivions dans l'équivoque sinon le mensonge. Le nouveau gouvernement semble avoir adopté d'emblée une attitude constructive ; il a le courage de la sincérité.

Enfin on nous éclaire, enfin on nous représente courageusement les dangers de notre situation. Non pour la déplorer vainement mais pour réveiller notre vigilance.

Logiquement, une telle attitude entraînera un regroupement de toutes les forces du pays autour du gouvernement. Nous ne doutons pas que toutes les capacités éparses, inutilisées jusqu'à ce jour répondent à l'appel de nos dirigeants et leur apportent l'aide dont ils ont besoin pour aller de la vérité de notre échec à la réalité de nos possibilités.

La carte que le Congo joue maintenant est celle de la réconciliation, de l'union, de la coopération.

Aucun gouvernement ne fera le Congo sans les Congolais, il serait vain de le tenter : c'est la leçon qu'on peut tirer des échecs précédents. Jusqu'à présent les leaders congolais ont cherché une solution à l'extérieur, en s'appuyant sur les étrangers.

Les uns après les autres ils ont pu constater que le tribut payé à l'aide ainsi accordée était plus lourd à porter que l'isolement même. Et d'autre part, ce faisant, ils ont découragé les bonnes volontés nationales, retardé la création d'une élite congolaise expérimentée et troublé la confiance de notre peuple. Souhaitons que ce nouveau gouvernement qui vient d'entamer son action de relance nationale ne s'abandonne pas à la facilité des offres étrangères.

Que, sans les refuser, il ne les accepte que dans la mesure où les ressources du pays sont insuffisantes pour les remplacer. Mais que, partout où un Congolais pourra valablement prendre place dans l'organisation du pays on fasse appel à lui, et à lui seul.

L'intérêt n'est pas seulement de donner satisfaction à un individu isolé mais de créer fondamentalement une nation adulte et véritablement indépendante. Jusqu'à présent il y a eu divorce entre les gouvernants et la nation, l'indifférence politique constatée ces derniers mois en est la preuve. Or, si une nation a besoin d'un gouvernement fort et responsable d'où ces hommes qui nous dirigent tireraient-ils leur force sinon de l'appui populaire ? Que peuvent-ils faire sinon des théories — quand leurs décisions restent pour tout le monde lettre morte ?

Que peut une tête sans un corps pour la soutenir, des jambes pour la mouvoir, des bras pour « agir » la pensée ?

La sincérité de notre nouveau gouvernement nous a semblé garante de sa volonté d'associer plus largement le peuple au destin du Congo. Il nous fait confiance : nous répondrons par une confiance égale.

S'il veut réellement faire appel à nous, soyons prêts à répondre, plus prêts encore à agir.

Que les universitaires n'esquivent plus leurs responsabilités, il est temps pour eux de payer leur dette à la nation en dirigeant activement les différents secteurs de l'administration. Que les moniteurs et instituteurs rejoignent leurs postes, sans plus les laisser dans l'abandon où ils sont restés. Que les hommes d'affaires assurés de leur avenir par une politique véritablement nationale changent leur action de poursuite des profits immédiats en un véritable système de planification économique équilibré qui sera rentable pour le pays.

Que les Congolais agissent ainsi puisque le gouvernement promet de les appuyer et de les soutenir.

Il sera bien temps plus tard, pour le découragement, si les promesses de promotion nationale ne sont pas tenues.

Dec. 65.

ITINÉRAIRE AMÉRICAIN

*Texte d'une conférence prononcée au cercle du Rotary de
Kinshasa, après un voyage de deux mois «ux V. S. A.*

3 mois d'absence peuvent constituer une séparation, consommer une rupture mais on ne quitte pas le Rotary. En partant je ne m'en suis pas éloigné, j'ai été à sa rencontre. Pendant 3 mois je ne me suis plus assis à cette table, mais pendant tout ce temps, le Rotary a été mon compagnon de voyage, partout je l'ai retrouvé avec joie, et renouant avec lui des liens divers mais toujours intimes, consolidant ainsi mon appartenance et approfondissant nos rapports. L'ayant rencontré à chacune de mes étapes, j'ai l'honneur de vous apporter l'amical souvenir de Washington, SanJuan, Houston, Phoenix, Los Angeles, San Francisco, Denver, des Moines, Iowa, Chicago, etc...

Dire que le Rotary a été mon compagnon de voyage c'est trop peu exprimer, il a été plutôt mon cicérone, un guide averti qui a offert à ma curiosité de voyageur maints aspects des U. S. A. qui sans lui me seraient restés inexpliqués ou inconnus. Comme chacun de nous, et cela après d'autres passages aux U. S. A. pourtant, je me faisais de ce

pays une idée classique, convenue, acquise à travers la presse, le cinéma et les slogans qui ne laissent aucune place à l'imagination.

Je voulais, cette fois, découvrir sinon une « Amérique Insolite » (comme le film de Reichen-bacfc nous l'a déjà montrée) du moins une Amérique personnelle et je crois que, malgré cela, et comme chaque touriste, avec le même étonnement, j'ai dû en revenir aux lieux communs parce que, ce que j'ai appris au cours de ce voyage c'est que, découvrir les E. U. c'est palper la réalité de ces lieux communs, leur rendre vie, les retrouver dans leur originalité, plutôt que d'en découvrir de nouveaux aspects.

Des lieux communs, certes, mais cette fois éclairés, vérifiés et discutés, si bien qu'après avoir comme tout le monde parlé de civilisation technique, de la ségrégation raciale dans le sud et de la démocratie américaine sans que cela évoque en moi plus qu'une notion abstraite et conventionnelle, je voudrais vous en parler un peu comme d'une réalité vivante d'autant plus importante qu'elle conditionne en grande partie l'histoire (et on pourrait dire, la géographie, l'arithmétique, l'économie, la philosophie et les sciences sociales) du monde actuel.

C'est vrai, quand on parle des U. S. A. on dit « Civilisation technique » sans se soucier de ce que recouvrent ces deux termes apparemment contradictoires, l'un spirituel, l'autre combien matériel

Pourtant on a tôt fait de vérifier l'absolue exactitude de l'expression sur ce continent où le « pocket-book » a mis la culture à la portée de toutes les bourses, et l'a adaptée aux loisirs forcés : le métro, le snack, etc.... La lecture devenue quotidienne, désacralisée, ouvrant largement le monde à tout un peuple venu lui-même du monde entier ; les musées ambulants, les techniques de reproduction lithographiques et le film en font autant pour les arts plastiques et d'une manière générale, le cinéma qui raconte aux Américains ce que sont les autres, et qui leur a même offert avec le western, un passé fabuleux à partir duquel s'est cristallisé pour beaucoup d'entre-eux le patriotisme, c'est-à-dire, la conscience et la fierté nationale.

Une deuxième notion convenue sur les U.S.A., ce sont les termes de libéralisme, démocratie, et c'est ici déjà qu'une information approfondie devient nécessaire, ne serait-ce que dans la mesure où quelques positions adoptées par les E. U. a pu faire douter de son libéralisme. Mais il m'a semblé à moi, Congolais, donc ressortissant d'un pays, d'un continent essentiellement inverse des U. S. À., non industrialisé, non technique et où le peuple est encore à la recherche de sa volonté, que le libéralisme est peut-être bien prouvé par ce qui peut paraître de l'extérieur des errements voire même des fautes et que ce libéralisme certain a comme conséquence obligée la démocratie.

Si la politique américaine nous semble parfois pharisienne, c'est que, justement cette politique est faite par tout le monde, et tout le monde aux

U. S. A., cela veut dire des Italiens, des Irlandais, des Anglais, des Français, des Polonais, des Indiens,

des noirs, des blancs, des jaunes. «

J'ai pu connaître quelques-uns de ces étrangers qui forment un peuple. Chacun m'a semblé informé des questions politiques, tous en discutaient avec plus ou moins de bon sens mais avec la même passion : les U. S. A. c'est réellement la « chose publique » des Américains et peut-être est-ce là une absolue nécessité pour cette mosaïque de peuples, et il n'y aurait pas de puissance américaine si les Américains n'avaient fait taire leur régionalisme, particularisme et nationalisme au profit d'une seule conscience et d'une volonté commune de survivre, puis de réussir.

Le libéralisme et sa conséquence, la démocratie, est la seule voie ouverte aux Américains mais il faut reconnaître qu'ils l'ont suivie d'enthousiasme. C'est une nécessité si flagrante que même les nouveaux venus en prennent conscience.

A un maître d'hôtel émigré depuis 6 ans à peine et avec lequel j'étais heureux de parler français, j'ai demandé, guidé par son accent, s'il était polonais et je me suis entendu répondre avec fierté : oh, non Monsieur, je suis américain. Et celui-là, sûrement a conscience aussi de ses droits de citoyen américain et se trouve être, au même titre que tous les autres, un des éléments de cette démocratie agissante et féconde.

Quand on parle des E, U, on évoque aussi immédiatement, le problème de la ségrégation raciale. J'ai été frappé de constater à quel point les Américains s'inquiètent des réactions des Africains à ce sujet. J'en ai été frappé, mais touché aussi. Partout, de l'est à l'ouest, dans le nord comme dans le sud on m'a interrogé anxieusement, j'ai été convié à des conférences qui traitaient de ce problème, j'ai participé à des discussions officielles, on m'a prié de donner mon avis au cours de chaque réunion privée et amicale. Je suis arrivé à cette conclusion que, plus encore que la race noire toute entière, ce problème concerne tous les Américains solidairement, qu'ils soient blancs ou noirs.

La ségrégation raciale aux U. S. A. est d'abord une crise américaine : deux communautés d'Américains s'affrontent et une des grandes causes de ce conflit est économique, ce qui le rend plus humain, il me semble ; il ne s'agit pas de tout un peuple conduit par un gouvernement qui, complice l'un de l'autre ont décidé de détruire ni - %ne d'exclure toute une race.

Il s'agit essentiellement d'une ex-classe dominante blanche anciennement prospère qui, menacée de décadence par les techniques nouvelles se voit menacée dans ses privilèges par une masse noire de plus en plus forte, de plus en plus grande. Parce que cette masse est noire, la rivalité s'est exacerbée en quelques points, des agités ont élaboré des théories raciales, mais je ne pense pas que le racisme dont souffre les U. S. A. en ce moment ait

beaucoup de rapports avec, par exemple, l'antésémitisme qui a ravagé l'Europe. Il n'est aigu que dans les régions les moins démocratisées, les moins industrialisées du pays, dans des régions agricoles qui ont connu des temps plus « féodaux » dirais-je.

Je ne veux pas sous-estimer la violence des nostalgies esclavagistes, mais je crois qu'un peuple formé de tant de peuples ne peut pas avoir, et n'a pas, au fond de l'âme le sens d'une malheureuse discrimination raciale — ce problème résolu économiquement, s'apaisera entre Américains, par la volonté même des Américains.

On m'a questionné beaucoup sur l'opinion des Africains vous ai-je dit, mais je n'ai pas rencontré de noirs Américains, ni de blancs qui aient pensé que nous, les Africains, étions concernés par ces violences.

Tout comme le maître d'hôtel dont je vous ai parlé, le noir de New Orléans est essentiellement et avant tout un américain. Il y a une hypocrisie fort habile qui consiste à vouloir confondre les événements de l'Alhabaina avec les réactions racistes que l'on a pu connaître ailleurs et en Afrique plus particulièrement, car il n'y a aucun rapport entre cette crise américaine et les reliquats du colonialisme, il n'y a aucun rapport entre les problèmes des enfants de l'oncle Tom et ceux des Africains parce que la race est moins conditionnée par la couleur de la peau que par la civilisation à laquelle on appartient et on n'en

prend nulle part conscience plus nette que là-bas. (Ce qui ne veut pas dire que cela me laisse indifférent, loin de là, je vous donne le point de vue des noirs Américains, je me réserve de donner le mien par ailleurs).

Quand on dit Amérique, et quand j'en parle ici, aussitôt chacun évoque sa petite Amérique personnelle : qui le « campus » où il a flâné lors d'un stage accompli dans une université, qui l'impressionnante splendeur du Grand Canyon, qui les rues provinciales si françaises de la Nouvelle Orléans, qui la séduisante fantaisie de Disney Land, d'autres, Manhattan classiquement gigantesque, le Texas où l'on regrette les cow-boys mais où l'on retrouve des émerveillements de cinéphiles, certains encore se rappellent la beauté tumultueuse des Niagara Falls, ou la douceur un peu inquiétante de la Floride, le luxe fracassant et convenu de Hollywood ou bien les nostalgiques faubourgs de Baltimore, à moins que, amants du grand siècle on rêve à Washington d'urbanisme français. Je ne vous parlerai pas des joies du touriste aux E. U., il y va du paysage comme de ses citoyens, la plus grande diversité possible constitue finalement ce pays qui correspond ainsi par quelques uns de ses aspects, à la sensibilité de tous.

Et chacun porte en soi son Amérique, pour moi c'est peut-être certaine rue de la Nouvelle Orléans où dans une petite maison de l'île de France, cinq vieillards gardent en vie le New Orléans Jazz, perdus dans leur beau rêve musical

que ne trouble pas l'émotion des auditeurs.
(Préservation Hall),

Je ne voua ai pas parlé non plus de l'Amérique des affaires, de l'Amérique économique : vous êtes tous ici au fait de ces problèmes et sans doute mieux informés que moi. Au cours de ce déjeuner de l'amitié je n'ai voulu évoquer que mon amitié pour ce grand pays et vous donner le point de vue d'un Africain passionné de sa patrie qui regarde avec des yeux neufs un vieil ami dont par l'érosion de l'habitude on ne réalise plus assez les qualités.

C'est au travers de l'amour que je porte au Congo et à l'Afrique que j'ai regardé les E. U. J'y ai vu notre avenir, ou, à tout le moins, un avenir possible pour nous. L'Amérique, ce continent aux richesses naturelles considérables (comme le nôtre) peu peuplé au départ (comme le nôtre), défriché laborieusement, exploité passionnément par une population hétérogène, disparate (comme la nôtre), présente dans les débuts de son histoire des similitudes encourageantes pour nous. Nous aussi, nous nous trouvons en face d'une terre immense, à quelques-uns seulement et quelques-uns, différant par la race et les traditions.

Nous manquons de cadres ? Mais les E. U. n'ont pas été mis en valeur par une élite soigneusement formée, sélectionnée. Les véritables créateurs des E. U. ce sont ces petits aventuriers émigrés, des déclassés, des inadaptés, et d'autres,

les artisans huguenots fuyant les persécutions, et plus tard, ces humbles venus de partout, Irlandais quittant une patrie défaite, misérable ; Siciliens abandonnant la misère de leurs champs arides, Polonais cherchant à oublier l'horreur des ghettos et tous les autres, qui n'avaient de commun entre-eux qu'un passé d'ignorance et de misère, et c'est de leur sein qu'est née cette élite qui impressionne par sa grandeur et son efficacité sans pareille. Ces hommes qui se sont voulu américains ont pris possession d'un monde en friche, ils lui ont forgé un passé héroïque, un présent fabuleux et ils sont sur le point de lui conquérir un avenir de science-fiction.

Il y a longtemps que cette conquête d'un monde s'est accomplie par la force de quelques uns ? C'est encore plus encourageant pour nous qui avons ainsi l'avantage de bénéficier d'une technicité moderne ; les temps ont changé ? Oui, mais à notre profit.

Et d'ailleurs, j'ai vu pendant mon voyage, un autre exemple de ce miracle américain plus proche dans le temps et aussi rempli d'enseignements pour les pays en voie de développement : Porto-Rico, Port-Riche, (et qui ne l'était guère il y a quelques années encore) dans un formidable élan de travail arrive aujourd'hui à mériter son nom et si, en 45, un Porto-Ricain se demandait à trouver l'argent pour s'acheter des chaussures, aujourd'hui il se préoccupe de savoir où il pourra garer sa voiture.

Là aussi le problème de races aurait pu se poser, l'île est peuplée de blancs, de noirs, d'indiens mais si mêlés, si confondus qu'à la question d'un Tanzanien, qui demandait quelle était la proportion de noirs sur le total de la population, j'ai entendu répondre par un conférencier qu'il n'y avait que des Porto-Ricains. Le miracle américain, ce miracle dont l'Afrique a tant besoin s'appelle « travail » d'abord et oubli des particularismes ensuite. Le meilleur ciment de l'unité c'est peut-être la pauvreté partagée, le néant en commun et tout l'avenir à construire ensemble.

C'est le cas de l'Afrique : les conditions de vie y sont dures et tout y est à faire. Nécessité fait loi, le tribalisme fondra au creuset de la nécessité. La mystique de la rigueur économique — le goût du travail, je pourrais dire — naîtra de la dureté des conditions de vie actuelles opposées à la grandeur de l'avenir que nous pouvons construire. L'Amérique est un merveilleux exemple dans la mesure où elle nous apprend que tout, rigoureusement tout, est possible. Il ne manque peut-être à l'Afrique que la foi en son avenir, ou même seulement l'espérance d'en sortir un jour.

Que l'exemple américain lui donne confiance en lui et, devant ce 4TM monde qui est le monde de la faim, devant les perspectives qui s'ouvrent à lui, le peuple tout entier se proclamera congolais, ou africain, soudé dans l'espoir, et constitué par l'effort. Je ne suis pas placé dans une optique

politique ou philosophique pour conclure que l'Amérique doit servir d'exemple à l'Afrique.

Il y a peut-être d'autres voies idéologiques pour parvenir à la satisfaction des besoins essentiels et à la justice sociale. Mais j'ai vu une forme vivante, tangible de réussite et je ne pense pas que le mode politique appliqué change grand chose à la réalité, le travail et la conscience nationale seront toujours à la base du développement. Ce voyage n'a pas été seulement riche de sensations touristiques et d'enseignements économiques, il a été pour moi une grande expérience humaine, une prise de conscience de la « chose publique » une révélation de l'avenir possible pour l'Afrique, une raison d'espérer, de faire confiance.

J'en reviens affirmé, mûri et je voudrais en <lire ma reconnaissance à nos amis américains ici présents. Les remercier pour m'avoir donné l'occasion d'éprouver ce sentiment fécond : l'admiration. Leur dire merci du fond du cœur, aussi par l'accueil qui a confirmé chaque jour la réputation qui n'est plus à faire de l'infinie gentillesse du peuple américain, ses vertus d'hospitalité, son entière ouverture vis-à-vis des étrangers et même je terminerai en posant la question à l'ami, y a-t-il •vraiment des étrangers pour les Américains ?

Kinshasa, sept. 65.

PREMIER FESTIVAL
MONDIAL
DES
ARTS NÈGRES

*Texte d'une conférence prononcée au cercle du Rotary de Kinshasa
à soit retour du Premier Festival Mondial des Arts Nègres.*

I

Ce que le Festival des Arts Nègres a pu apporter aux nations, aux peuples, à la culture, on le sait mieux maintenant, après les premiers bilans qui en ont été dressés.

Je voudrais ici parler simplement de mon expérience personnelle du Festival, persuadé qu'un point de vue individuel illustre mieux qu'une synthèse abstraite.

Dès l'annonce du Festival de Dakar, j'ai souhaité de pouvoir m'y rendre parce que tous les problèmes africains retiennent mon attention. Mais je me représentais mal ce que pouvait être le contenu d'une pareille manifestation. C'est donc par curiosité pour l'Afrique plus que dans la certitude d'un apport important que " je me suis décidé à partir. Je le dis tout de suite : ma curiosité a été comblée, et mes espoirs dépassés.

Dakar a été pour moi l'occasion d'une prise de conscience totale. Là, j'ai mieux compris les problèmes d'autres nations, d'autres Africains, d'autres noirs. J'ai mieux réalisé aussi la force de mon attachement à mon pays, mon continent et ma race.

Quand on vit auprès d'un être cher, il arrive qu'on cesse de le voir avec acuité, il se peut qu'on le côtoie distraitement. Il en va de même pour beaucoup d'Africains par rapport à l'Afrique, on pourrait dire qu'il en est ainsi pour beaucoup de noirs par rapport à l'Afrique.

Le Festival de Dakar a été une fête en l'honneur de l'Afrique, Terre Maternelle. L'occasion pour nous de la redécouvrir et surtout, de redécouvrir ses traces en nous.

De Corée, petite île au large de Dakar, s'en sont allées il y a un, deux, trois et quatre siècles, des colonnes d'esclaves, arrachés à l'Afrique et transportés à Haïti, aux Antilles, aux Amériques, à Cuba.

A l'occasion du Festival, les descendants des esclaves sont revenus à Corée, hommes libres maintenant, enracinés ailleurs certes, mais restés proches de l'Afrique, la Terre Promise des Gospels. Ils sont venus là à la rencontre de leurs sources, à la découverte de leur mémoire. Ils ont trouvé des frères africains, confrontés à d'autres problèmes, bien sûr — et le sous-développement est bien loin des préoccupations du noir améri-

cain — mais proches par le rythme et d'une spiritualité semblable.

Les contacts s'établissaient fort aisément ainsi, par delà les frontières politiques, les barrières économiques, et les dissensions idéologiques.

Dans le patio du charmant hôtel que j'occupais, Langsthor Hughes, le grand poète américain, invitait à déjeuner Joséphine Baker, l'artiste au grand cœur. Comme nous nous trouvions à la table voisine, ils ont très gentiment engagé la conversation et nous nous sommes finalement retrouvés à prendre le café tous ensemble. Nous nous sentions infiniment proches, écoutant Joséphine nous parler de ses enfants, de la visite qu'elle allait rendre à Houphoët Boigny parrain de l'un d'eux, du Collège de la Fraternité qu'elle veut ouvrir pour accueillir des enfants de toutes races auxquels elle souhaite faire oublier les différences raciales.

Et nous échangeons nos adresses avec un Langsthor Hughes souriant, charmé de la rencontre, simple et ouvert comme le serait un africain anonyme. A notre table aussi, une amie sénégalaise bavardait avec une journaliste belge tandis que Janheinz Yahn, l'africaniste bien connu, passant de l'anglais au français, nous laissait oublier qu'il est allemand.

Mais je veux parler ici de l'amitié qui s'est nouée entre Yahn et moi. L'ayant reconnu je me suis adressé à lui : il s'est assis et nous n'avons

cessé de parler de l'Afrique que plusieurs jours plus tard, au moment de son départ. Et au fond, je peux dire que même à ce moment là nous n'avons pas cessé de parler puisque je témoigne ici du Festival et que lui, rentré en Allemagne, continue l'œuvre de sa vie qui est l'étude de l'Afrique et de ses valeurs.

Poète allemand, il assiste en 1950 à une conférence du poète Senghor. Il décide de brûler tout ce qu'il a écrit jusque là et de se consacrer à l'Afrique que Malraux a qualifiée de « grande poésie ». Il lit, traduit, recherche les sources les plus sûres mais aussi les plus variées et publie enfin « MUNTU », un ouvrage de synthèse sur la Négritude, ses constantes géographiques et temporelles. Son livre est clair, enthousiaste et savant.

Après cela, il est parti à la découverte d'une Afrique moins livresque, et pendant neuf mois, à pied, en vélo, en camion, il a visité le Nigeria, le Togo, le Dahomey, etc— Quarante livres ont paru de lui depuis. Quarante livres qui réhabilitent la civilisation africaine, qui la fait comprendre et qui éclairent, parce que Yahn n'est pas parti à la découverte avec un bagage d'idées préconçues, avec un choix de questions qui sont des à priori, ni avec des exigences qui l'auraient coupé de nos pays. Venant chez nous, il acceptait d'être un des nôtres et c'est dans ce respect extrême qu'il a pu approcher et connaître l'âme même de la Négritude. Pendant dix jours il m'a expliqué et commenté mille choses qui forment notre patrimoine spirituel, que mon enfance avait surprises

sans comprendre et que j'avais un peu oubliées depuis.

Il a participé au colloque qui a précédé le Festival des Arts Nègres, au cours duquel on a proposé l'édition de véritables classiques africains grâce à quoi nos enfants pourraient acquérir, vivace, la connaissance de notre passé, de notre sagesse, et de notre culture. Tous ces problèmes, tous ces débats, ont une égale importance pour tous les Africains, pour tous les noirs sans doute. Il faut que nous connaissions les sources de notre culture sous peine d'être des bâtards culturels.

Connaissant nos sources, nous pourrions apprendre des autres et une technique et une culture différentes sans que cela pose aucun problème d'adaptation, au contraire : il est toujours plus enrichissant de participer de plusieurs modes de pensées. Mais cela ne sera possible que si l'on revalorise notre fond propre.

Puisque j'étais là, en tant qu'individu, en tant qu'africain, il va de soi que j'étais là aussi comme congolais. Je suis malheureusement arrivé après les représentations que le Congo a données à Dakar mais je n'ai pas pu m'empêcher de ressentir une légitime fierté en entendant les commentaires qu'on en a faits. L'accueil du public a été enthousiaste et l'enthousiasme s'est maintenu envers l'O. K. Jazz qu'une panne d'avion a retenu à Dakar plusieurs jours et qui a eu ainsi l'occasion de donner d'autres soirées auxquelles j'ai assisté.

L'engouement pour nos orchestres, que j'avais constaté en voyageant dans d'autres pays d'Afrique — et tous diffusent énormément de disques congolais — a été jusqu'à la passion à Dakar et le public aurait voulu empêcher nos musiciens de jamais s'arrêter tant il a pris de plaisir à les entendre.

D'une manière générale, toute la délégation congolaise a été admirée. Et quelles que soient les difficultés pratiques qu'elle a rencontrées, elle a démontré par sa dignité, le souci qu'elle prenait de notre honneur national. Notre délégation a d'ailleurs été admirablement menée par ses dirigeants.

Je voudrais ajouter un mot pour rendre hommage à Son Excellence l'Ambassadeur ILEKA qui n'a pas cessé de s'inquiéter de chacun des Congolais à Dakar, en plus de toutes les chargea mondaines que lui imposait ce temps de Festival.

Le bilan que je fais du Festival est donc entièrement positif : sur le plan personnel parce qu'il m'a permis de rencontrer de vrais amis, comme Congolais parce que je me suis senti fier assurément de nos représentants, en tant qu'Africain parce qu'il m'a permis de mesurer notre appartenance à une civilisation vivante et fraternelle.

Kinshasa, mai 60.

II

Texte para dans la Presse Congolaise.

Le premier festival mondial des arts nègres qui s'est tenu à Dakar pendant tout le mois d'avril, est un événement qui intéresse non seulement l'Afrique mais aussi le reste du monde qu'une crise de civilisation trouble et risque d'anéantir.

En ce temps où règne le machinisme, où les hommes se dépersonnalisent dans la standardisation, où les hommes prennent peur d'eux-mêmes et de leurs découvertes, le message de la négritude éclaire et rassure.

Non seulement le Festival est une réponse aux angoisses de l'Occident mais il a été l'occasion de constater à quel point déjà, apportant à l'Afrique sa haute technicité, l'Europe y a découvert un humanisme nouveau. Le monde connaît une nouvelle Renaissance par la découverte d'une autre Antiquité,

Dans la connaissance de l'Afrique, la poésie et la musique et les arts plastiques du monde moderne, rejoignent des sources qui les vivifient.

Senghor a dit que « la raison est Hellène, l'âme est nègre ». La civilisation de l'universel sera évidemment une synthèse de la raison et de l'âme — de l'Occident et de l'Afrique. C'est renseignement que nous pouvons tous retirer du Festival de Dakar.

Mais il en est un autre qui concerne plus particulièrement les Africains. La mise en évidence de la valeur humaine des trésors culturels de l'Afrique nous oblige à prendre conscience de nous-mêmes. Dans la conférence de presse qu'il a acceptée de tenir à Dakar, Malraux a dit « l'Afrique doit cesser d'avoir des complexes, elle a une richesse inestimable dans tous les domaines de l'art, elle est une grande poésie. Elle a eu ces richesses sans le savoir ; elle est partie à l'aventure et elle a été grande dans cette aventure, il ne faut pas qu'elle change ».

Or, c'est bien de complexes d'infériorité qu'il s'agit : confrontée avec les exigences du monde occidental, l'Afrique a cru n'avoir d'autre parti que de s'oublier ou de disparaître. Nous nous apercevons enfin qu'il est une autre solution qui est de concilier deux cultures qui, de fait, ne s'affrontent pas mais se complètent.

Quand on évoque les U. S. A. on pense aussitôt Jazz et les Etats-Unis ont conquis plus de sympathie par les Gospels que par leurs découvertes nucléaires. Les noirs américains ont réussi la synthèse dont je parlais ; ils ajoutent ainsi au patrimoine américain mais sans cesser d'être nègres. Et pourtant ils se sont trouvés au départ dans une situation d'infériorité sociale et numérique absolue, coupés de leur milieu ancestral, et de leurs sources naturelles. Les esclaves ne sont pas restés Yoruba, Baoule, Fanti ou Ibibio, ils ont oublié l'Afrique, les langues africaines, leurs dieux mêmes,

mais non leur africanité qui est rythme et âme, qui est spiritualité.

Que dire alors de la situation de nos pays ? Restés proches de notre passé, de nos traditions, environnés par l'esprit qui anime notre race, baignés par la spiritualité de notre civilisation ancestrale, comment oublierions-nous ce que nous sommes ? Pourquoi accepterions-nous de devenir des copies approximatives quand notre réalité est si puissante ? S'il en est parmi nous dont l'ambition a été de devenir des européens noirs, je veux croire que c'est par ignorance. Ignorance de nos valeurs propres et de leur parfaite adaptabilité au monde moderne.

Une démonstration culturelle comme celle de Dakar rend impossible cette ignorance, elle dévoile, révèle et réhabilite une civilisation qui a son mot à dire, son geste à apporter dans l'édification d'une civilisation universelle.

Il est temps que les Africains sachent que l'on peut assimiler une technique et rester soi-même. Que l'on doit s'adapter aux exigences du scientisme mais conserver notre propre morale de vie.

Nous sommes accablés de problèmes pratiques, le sous-développement entraîne avec lui des conflits sociaux et politiques dont se servent nos déprédateurs pour nier notre droit à l'indépendance nationale. Ces problèmes, ces conflits, ne disparaîtront qu'avec le temps, mais il y a une réponse immédiate à ceux qui mettent en doute les pos-

sibilités de noire avenir et c'est notre vitalité culturelle.

Bien sûr les maisons de demain seront construites suivant des techniques étrangères, mais elles le seront sur notre sol, par nos mains, et notre âme les habitera.

Il est vain de parler d'une civilisation technique — il y a des civilisations et la technicité. Sur le plan des civilisations, le Festival de Dakar démontre notre authenticité, notre originalité et notre vitalité. Nous acquerrons la technique et nous la mettrons au service de notre culture, édifiant ainsi une facette nouvelle du monde moderne.

Pour parvenir à conserver le patrimoine de l'africanité, il faut multiplier les rencontres comme celle que le Sénégal vient de provoquer. Il faut que les résolutions du colloque qui s'est tenu à Dakar, ne restent pas lettre morte, mais prennent forme rapidement. Ainsi que les savants assemblés l'ont demandé, des archives doivent être constituées dans chaque pays d'Afrique :

- Archives visuelles qui contiendront l'inventaire intégral de tous les objets d'arts nègres actuellement dispersés à l'étranger ;
- Archives sonores qui comprendront des enregistrements de la tradition orale aussi bien que de la musique ;

- Archives filmées, enfin, des danses, rites traditionnels, recueillis dans leurs sites propres.

Ces archives doivent permettre d'une part aux chercheurs de prendre connaissance de tous les éléments connus qui leur permettront d'élargir leurs recherches, d'autre part de maintenir vivaces et les arts traditionnels et la spiritualité qui les ont inspirés.

Et enfin, elles serviront de base à rétablissement et à l'enseignement scolaire de classiques africains.

Il ne faut pas que le Festival de Dakar se réduise à un bilan nostalgique des valeurs de la négritude,

Il dépend de nous qu'il soit ce que l'on voulu ses instigateurs, le poète - Président Leopold - César Senghor, le Révérend Père M'Veng, Alioume Diop, Aimé Césaire, et tant d'autres :

une prise de conscience africaine ;

le début d'une vaste action de préservation de nos valeurs propres ;

le point de départ du renouveau culturel en Afrique.

Prix de littérature, prix de cinéma, prix de peinture, prix de sculpture, autant d'encouragé-

ments à nos artistes, autant de publicité à leurs oeuvres.

A une époque où la publicité commet le pire, elle peut aussi aider au mieux.

De la publicité dépend la distribution et la diffusion des œuvres de nos artistes, donc une plus grande connaissance à l'étranger de ce que nous sommes et de nos problèmes. Une meilleure compréhension aussi.

Et ce sera la base d'une amitié plus grande entre les peuples qui doit conduire nécessairement à la préservation de la paix et au développement harmonieux des diverses entités qui pourraient bien s'affronter si on ne les désarmait par le respect et l'estime.

Kinshasa, juin 66.

TABLE DES MATIERES

Avertissement	VII
Considérations sur les Intellectuels Congolais et leur rôle	1
Lettre ouverte aux Indépendants Congolais	13
Lettre aux Gouvernants Congolais	21
lettre à mes Amis Etrangers	31
Telema Congo	45
Itinéraire Américain	53
Premier Festival Mondial des Arts Nègres - I.	67
Premier Festival Mondial des Arts Nègres - II.	75



L'AUTEUR . Augustin DOKOLO, né à Sinsulez-Thysville, le 16 mars 1935, est une personnalité bien connue de ce Congo nouveau qui s'édifie sous nos yeux. Homme d'affaires entreprenant, chef d'entreprise audacieux, les établissements commerciaux qu'il a montés grâce à une activité débordante alliée à une intelligence lucide se sont multipliés jusqu'à déborder les frontières : Luluabourg, Thysville, Boma, Tsheila, etc... dépendent de la grande que Kinshassa connaît bien.

Les comptoirs de Lome, Togo ne sont sans doute qu'une étape sur la grande route de ce succès national.

Mais Augustin DOKOLO n'est pas de ces businessmen noyés dans les chiffres, fermés aux problèmes qui dépassent le cadre d'un bordereau. Il a très tôt compris qu'au Congo plus qu'ailleurs encore l'évolution doit s'accomplir sur tous les plans à la fois et que l'économie n'est qu'un profit de ce visage qu'il aime et qui s'appelle Congo.

Il organise, dirige et finance divers clubs mouvements et associations. Meutes scout, équipes de football, prix de tennis. Ses diverses activités prouvent son souci de la jeunesse et sa confiance dans le sport.

Membre du Rotary, il a prononcé de nombreuses allocutions rapportant ses expériences. Parce qu'en effet, il est aussi un grand voyageur. que sa curiosité des autres a conduit de Belgique en France, de Pologne qu Portugal d'Angleterre en Italie, de Hollande en Tchécoslovaquie, d'Irlande aux U.S.A. ou il a séjourné trois mois, et en Afrique, du Maroc en Angola en passant par le Nigeria, le Dehomey, le Sénégal où il a assisté au Premier Festival de l'Art Nègre et le Togo où l'appellent souvent ses activités professionnelles.

Augustin DOKOLO personnalise ainsi l'Africain de demain : largement ouvert sur le monde, mais profondément attaché son pays.

L'ŒUVRE TELEMA CONGO est constitué par divers articles ou conférences inspirés à A. DOKOLO par les circonstances. Que ce soient les problèmes soulevés par l'évolution rapide de son pays et de ses concitoyens, les événements culturels qui concernent l'Afrique tout entière ou l'expérience et les souvenirs qu'il a rapportés de ses voyages, tout intéresse l'auteur et lui a inspiré les réflexions qu'il nous fait partager dans ce livre.

A. DOKOLO écrit dans sa préface : "C'est en me contraignant à cette conscience nécessaire que j'ai conçu les lettres qui vont suivre, c'est avec l'espoir d'éveiller chez quelques autres la même conscience que je les ai publiées".